

17 avril 2011

Aujourd'hui, Journée internationale des luttes paysannes, des organisations reconnues de paysans, de pêcheurs, de chercheurs et de défenseurs des droits humains critiquent sévèrement la Banque mondiale, trois agences onusiennes et des gouvernements pour la façon dont ils soutiennent des investissements agricoles qui provoquent un accaparement massif des terres.

Du 18 au 20 avril 2011, des investisseurs, des responsables gouvernementaux et des membres des agences internationales vont se retrouver à Washington pour la Conférence annuelle sur le foncier et la pauvreté, afin de discuter des façons d'opérationnaliser un cadre de travail connu sous le nom de Principes pour des Investissements Agricoles Responsables (RAI). Formulés par la Banque mondiale, le Fond international de développement agricole (FIDA), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), les RAI consistent en sept principes que les investisseurs peuvent choisir, ou non, de respecter quand ils se lancent dans des acquisitions de terres agricoles à grande échelle.

Une déclaration publiée par les Amis de la Terre International, la Campagne Globale pour la Réforme Agraire, Centro de Estudios para el Cambio en el Campo Mexicano, FIAN International, Focus on the Global South, GRAIN, Land Action Research Network, La Via Campesina, Rede Social de Justiça e Direitos Humanos et le Forum Mondial des Populations de Pêcheurs, réclame l'interdiction pure et simple de l'accaparement des terres.

Selon Henry Saragih de La Via Campesina, « la crise alimentaire est due à la marchandisation de la nourriture. Les RAI vont conférer à l'accaparement des terres une légitimité encore plus grande qu'à l'ère coloniale. Les transnationales pourront s'emparer de terres de tous type et de toute taille et il ne restera plus de terres où pourront vivre les paysans, les populations et les communautés. Ce type de production agricole est en train de créer un mode de vie très largement dépendant d'une poignée de

transnationales. »

"Large-scale land acquisitions are designed to open up new spaces for export oriented, industrial, plantation agriculture" said Henk Hobbelink of GRAIN. "There is no point in sanctioning that through any set of investor 'principles' or code of conduct. This is not an agriculture that feeds people in a just and sustainable way."

Selon Henry Saragih de La Via Campesina, « la crise alimentaire est due à la marchandisation de la nourriture. Les RAI vont conférer à l'accaparement des terres une légitimité encore plus grande qu'à l'ère coloniale. Les transnationales pourront s'emparer de terres de tous type et de toute taille et il ne restera plus de terres où pourront vivre les paysans, les populations et les communautés. Ce type de production agricole est en train de créer un mode de vie très largement dépendant d'une poignée de transnationales. »

Des informations parviennent sans cesse d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, révélant que les communautés locales sont dépossédées, comme jamais auparavant, de leurs seules sources de nourriture et de la sécurité de leurs moyens de subsistance. Des rapports indiquent qu'au moins 50 millions d'hectares de terres fertiles - ce qui suffirait à nourrir 50 millions de familles indiennes – sont, au cours des dernières années, passés des mains des paysans à celles des grandes entreprises. Des courtiers en investissement estiment que 25 milliards de dollars US ont déjà été alloués mondialement et se targuent de vouloir multiplier ce chiffre par trois dans un très proche avenir. Les RAI conféreront à ces accords fonciers à grande échelle un semblant de respectabilité.

« Les RAI font dangereusement illusion, » a déclaré Shalmali Guttal de Focus on the Global South. « Les grandes entreprises et les gouvernements seront les gagnants et les communautés locales, les écosystèmes et les génération futures, les perdants. S'emparer des terres des populations rurales est absolument inacceptable, quelles que soient les directives suivies. »

« L'accaparement des terres est intrinsèquement lié à la violation de la législation internationale sur les droits humains, » a déclaré Sofia Monsalve de FIAN International. « Evictions forcées, privation des populations rurales de vastes étendues de terres dont elles n'ont plus l'usage aujourd'hui ni demain, flagrant déni d'information, et empêchement de participer aux décisions politiques qui affectent la vie des gens, sont tous des

violations des droits humains. »

« La nouvelle vague d'accaparement des terres aura des conséquences désastreuses en Amazonie et dans le cerrado : elle va en effet donner le feu vert aux opérations illégales des grands éleveurs de bétail, de l'agrobusiness, des compagnies minières et des exploitants forestiers et permettre la destruction des forêts et de la biodiversité qui étaient protégées par les petits producteurs et les populations autochtones, » selon Maria Luisa Mendonça, du Réseau social pour la justice et les droits humains, au Brésil.

Selon Ibrahim Coulibaly de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes au Mali, membre de La Via Campesina, « Pour moi, il n'y a pas d'autre terme, l'accaparement des terres, c'est du banditisme d'État. Et il faut le traiter comme du banditisme, parce qu'il s'agit d'accaparer, de prendre la seule ressource qui reste pour les plus pauvres pour le donner à ceux qui ont déjà trop, ceux qui sont déjà extrêmement riches. Et ce n'est pas acceptable. »

Cette déclaration commune appelle au contraire à se recentrer sur une véritable réforme agraire et des investissements agricoles qui soutiennent les petits producteurs et leur permette de produire sur leurs propres terres en utilisant des méthodes agroécologiques.

La déclaration « Il est temps de proscrire l'accaparement des terres, pas question de le rendre "responsable" » est disponible en français sur <http://www.grain.org/o/?id=112> .

Contacts:

Henry Saragih, La Via Campesina, Indonésie : +62-811655668

Devlin Kuyek, GRAIN, Canada : +1-514-571-7702

Shalmali Guttal, Focus on the Global South, Thaïlande : +66-2 218 7383/4/5

Kirtana Chandrasekaran, Amis de la Terre International, Royaume-Uni : +44-79-61986956

Sofia Monsalve, FIAN, Allemagne : +4962216530030 Maria Luisa Mendonça, Réseau

Social de Justice et de Droits Humains, Brésil: +55-11-81679951